



INTERNATIONAL • CHUTE DE BACHAR AL-ASSAD EN SYRIE

En Syrie, la chute de Bachar Al-Assad, président par accident, modernisateur raté et despote sanguinaire

Le deuxième fils du président Hafez Al-Assad s'est retrouvé propulsé au pouvoir après la mort de son frère aîné. Il avait résisté à la guerre civile qui a suivi les printemps arabes de 2011 au prix d'une guerre civile sanglante. Dimanche 8 décembre, il a finalement été contraint à la fuite par une coalition de rebelles.

Par Benjamin Barthe

Publié aujourd'hui à 06h57, modifié à 09h07 • Lecture 14 min.

Article réservé aux abonnés



Le président syrien, Bachar Al-Assad, le 26 juin 2001, à Paris. AFP/JACK GUEZ

Cruelle ironie de l'histoire : l'homme aux mains poissées de sang, qui s'est enfui dimanche 8 décembre, après avoir passé un quart de siècle aux commandes de la Syrie, après avoir brisé son peuple et broyé son pays, n'était pas destiné au pouvoir. Né en 1965, à Damas, le deuxième fils du président Hafez Al-Assad et de son épouse Anissa Makhoulf, Bachar Al-Assad devait être ophtalmologue. Après une enfance sans histoire, son diplôme de médecine en poche, le jeune homme, décrit à l'époque comme modeste et travailleur, était parti faire sa spécialité à Londres. La succession du père à la tête de l'Etat était réservée à l'aîné de la fratrie : Bassel. Tout le contraire de Bachar : un fort en gueule, fameux pour ses talents de cavalier et ses succès auprès des femmes.

Lire aussi | [En direct, la chute de Bachar Al-Assad en Syrie : le sort du président en fuite toujours inconnu, le groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham annonce la chute du « tyran »](#)



Mais la mort de ce dernier dans un accident de voiture, en janvier 1994, change la donne. L'étudiant londonien, plus intéressé par les nouvelles technologies que par la politique, est brutalement rappelé au pays. L'héritier du « Lion de Damas » (*assad* en arabe signifie lion), parvenu au pouvoir par un coup d'Etat en 1970, ce sera lui. Après une formation militaire accélérée, qui le voit passer du grade de capitaine à colonel en trois ans, et après s'être fait la main au Liban, l'arrière-cour du régime syrien, le trentenaire est prêt pour succéder à son père, qui meurt le 10 juin 2000.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Un mois plus tard exactement, Bachar Al-Assad est désigné président de la République par référendum. Il explique aussitôt à la presse officielle qu'il n'est pas nécessaire de mettre sa photo à la une tous les jours. Il multiplie les apparitions en public, sans garde du corps, s'affiche dans les restaurants de la vieille ville avec sa jeune et charmante épouse, Asma Al-Akhras, une ancienne analyste financière, originaire d'une grande famille de Homs, qu'il a rencontrée sur les bords de la Tamise. Contrairement à son défunt père, autocrate au style glacial et compassé, célèbre pour discourir devant ses visiteurs pendant des heures, le jeune Assad cultive l'image du despote bienveillant, à l'écoute de ses concitoyens.

L'intelligentsia commence à y croire. Des centaines de prisonniers d'opinion sont libérés et des forums de discussion fleurissent un peu partout dans le pays. On y rêve, à voix haute, de démocratie et de société civile, de desserrer l'emprise du Baas, le parti unique, mixte de rengaines nationalistes arabes et de préceptes socialistes. Le bon « *docteur Bachar* » se pique aussi de moderniser l'appareil d'Etat et l'économie, exsangue après trente années de dirigisme à marche forcée. Il entreprend même de mettre au pas les services de renseignement, les redoutables moukhabarat, dont l'arbitraire fait frémir tous les Syriens. « *Bachar Al-Assad est un jeune homme remarquable, qui a de grands projets d'ouverture* », prédit le Britannique Patrick Seale, biographe officiel de Hafez Al-Assad.



L'ancien président égyptien Hosni Moubarak (à droite), lors d'une conférence de presse avec le président syrien, Bachar Al-Assad, au Caire, le 2 octobre 2000. MARWAN NAAMANI / AFP

Soif de changements

Mais le « *printemps de Damas* » ne tient pas ses promesses. Après quelques mois, la censure s'abat sur les cercles de débats, obligés de fermer les uns après les autres. Les consultants européens, censés travailler à la réforme de l'administration, jettent l'éponge, agacés par l'attentisme du président, qui les écoute beaucoup mais ne les entend guère. Est-ce sous la pression des barons du régime, jaloux de

leurs privilèges ? Ou bien sous l'empire de sa mère et de son frère Maher, les gardiens du temple alaouite ?

Longtemps persécutés par la majorité sunnite, les membres de cette branche hétérodoxe du chiisme, qui représentent 10 % de la population syrienne et dont le clan Assad est issu, noyautent désormais les centres de pouvoir, notamment les services de sécurité. Quoi qu'il en soit, au bout d'un an, sous couvert de « *gradualisme* », Bachar Al-Assad referme la parenthèse. La Syrie redevient un « *royaume du silence* », une formule de l'opposante Suheir Atassi.

Lire aussi |  [Les Syriens de Turquie ont hâte de rentrer chez eux](#)



La société est pourtant parcourue de tiraillements. Le boom démographique et la hausse du niveau d'éducation butent sur les blocages économiques. Chaque année, 200 000 jeunes débarquent sur le marché du travail et seule une poignée d'entre eux trouvent à s'employer. Le développement d'Internet et de la téléphonie mobile, rares chantiers menés à bien par le président, alimente la soif de libertés et de changements de la population.

Mais ce dernier ne perçoit pas le danger. Au congrès du parti Baas de 2005, il s'est débarrassé des derniers représentants de la vieille garde, comme Moustapha Tlass, ministre de la défense pendant plus de trente ans, et Abdel Halim Khaddam, un vice-président, qui fut longtemps la voix du régime sur la scène internationale. Il a placé ses hommes dans les services de sécurité, comme Assef Chawkat, le mari de sa sœur Bouchra, promu patron du renseignement. En interne, « Bachar » a le sentiment d'avoir assis son pouvoir.

A l'extérieur, en revanche, les périls se multiplient : invasion américaine de l'Irak, en 2003 ; hostilité de Paris et de Washington qui accuse Damas d'être à l'origine de l'assassinat du premier ministre libanais Rafik Hariri, en février 2005 ; retrait forcé, quelques semaines plus tard, des troupes syriennes déployées dans le pays du cèdre depuis 1976 ; guerre entre Israël et le Hezbollah, en 2006. La Syrie est dans l'œil du cyclone. Son président redoute d'être la prochaine cible de la politique de « regime change » impulsée par les néoconservateurs entourant George W. Bush.

Les printemps arabes

Progressivement, en jouant de l'effet repoussoir du chaos irakien, Bachar Al-Assad parvient à rompre son isolement et à revenir au centre du jeu. Un art du rétablissement, dans lequel il va passer maître. Non content d'être invité, au défilé du 14 juillet 2008 sur les Champs-Élysées, par Nicolas Sarkozy et de reprendre langue avec Washington, il se réconcilie avec ses voisins turc et irakien, et resserre ses liens avec l'Iran, le grand allié. A la fin de sa première décennie au pouvoir, la géopolitique régionale ne lui a jamais été aussi favorable.



Le président syrien, Bachar Al-Assad, et son épouse Asma, à Paris, le 13 juillet 2008.
GERARD CERLES / AFP

« Assad a la capacité de réformer à ce moment, mais il ne fait rien, expliquait au Monde, en 2013, le politologue Souhaïl Belhadj, auteur de *La Syrie de Bachar Al-Assad. Anatomie d'un régime autoritaire* (Belin, 2013). Il n'entend pas monter la grogne du prolétariat sunnite. C'est sa grande faute, l'angle mort de sa présidence. » Instrument de promotion sociale et politique, comme en témoigne l'origine modeste et rurale de la plupart de ses fondateurs, le Baas a été marginalisé au profit d'une caste d'affairistes, incarnée par Rami Makhlouf, un cousin du président, qui a mis sous sa coupe des pans

entiers de l'économie locale, dont la téléphonie mobile. Le chef de l'Etat syrien croit que ses succès en politique étrangère et son positionnement anti-israélien compensent ces échecs. Il se trompe.

Février 2011. La Syrie tout entière est hypnotisée par Al-Jazira, la télévision qatarie, caisse de résonance des printemps arabes. Deux dictateurs sont déjà tombés, le Tunisien Zine Al-Abidine Ben Ali et l'Egyptien Hosni Moubarak. A force d'entendre les adultes s'enflammer devant les images de la place Tahrir, le centre névralgique du Caire, noire de monde, une bande de gamins de Deraa, la pointe méridionale de la Syrie, a l'idée d'une petite « provoc ». Sur un mur en pierre de la vieille ville, ils écrivent « Jay alek el ddor ya doctor » (« ton tour arrive, docteur »). La référence au chef de l'Etat est transparente.



Manifestation contre Bachar Al-Assad, le 2 décembre 2011. REUTERS/HANDOUT

Lire aussi |  [Syrie : Moscou dans l'incapacité de prêter main-forte au régime d'Al-Assad](#)



Les jeunes effrontés sont aussitôt arrêtés, frappés à coups de câbles électriques, leurs ongles arrachés et ils sont jetés en prison. Leurs parents, venus solliciter la clémence du chef de la police politique de Deraa, Atef Najib, un cousin de « Bachar », sont renvoyés avec une bordée d'injures à caractère sexuel qui scandalise la ville. Premier cortège de protestation, le 15 mars, premiers morts, premiers enterrements de « martyrs », premières manifestations en soutien à Deraa dans d'autres villes de Syrie. Le graffiti sacrilège a enclenché un engrenage qui ne s'arrêtera pas.

Plus populaire que ne l'étaient Ben Ali et Moubarak, le président syrien se croit immunisé contre un soulèvement général. Il laisse ses forces de sécurité tirer sur les manifestants, les rafler et les torturer, ce qui contribue à la propagation de la colère. Ses discours pleins de déni, où il assimile tous les

protestataires à des « *agents provocateurs* », des « *terroristes islamistes* » ou des « *microbes* », radicalisent peu à peu les revendications. « *Les microbes syriens veulent un nouveau docteur* », rétorquent les indignés de Deraa, mais aussi de Homs, Hama ou Banyas, sur la côte.

« Un menteur compulsif »

Pour galvaniser ses partisans, le leader syrien joue la carte de la menace existentielle, un discours auquel les alaouites sont inévitablement sensibles. Pour conserver le soutien des hésitants, il fait quelques concessions. Il retire ses troupes des zones kurdes du Nord-Est, qui obtiennent une autonomie de fait. Une nouvelle Constitution, adoptée par référendum en février 2012, ouvre la voie au multipartisme, du moins sur le papier. Mais c'est trop peu et trop tard. L'homme que ses adversaires surnomment « *Zarafa* » (girafe), pour sa silhouette d'échalas au cou interminable, fait lui-même peu de cas de ses promesses d'apaisement. Dans un e-mail intercepté par l'opposition, il répond à sa femme qui vient de lui annoncer qu'elle rentrerait plus tôt que prévu à la maison : « *C'est la meilleure réforme dont un pays pouvait rêver. On va l'adopter au lieu de ces lois de pacotille sur les partis, les élections, la presse...* »

Même duplicité avec les émissaires étrangers, qui défilent à Damas dans les premiers mois de la révolte. Il leur explique, avec le détachement dont il est coutumier, que sa police pâtit d'un manque d'expérience en matière de contrôle des foules et que la libéralisation politique est en marche. Même mépris policé à l'égard des observateurs de la Ligue arabe, venus à l'hiver 2012 superviser un cessez-le-feu que ses forces de sécurité bafouent sur le terrain – tout comme ses adversaires, qui commencent à s'armer. Un an plus tard, le maître de Damas éconduit Lakhdar Brahimi, l'envoyé spécial de l'ONU, qui s'échine à mettre sur pied un gouvernement de transition, conformément à l'accord de Genève, négocié en juillet 2012 et prétendument accepté par Damas. De belles paroles, mais rien derrière.

Lire aussi |  [Syrie : « On a sous-estimé l'état de délabrement du régime Al-Assad »](#)



« *Contrairement à son père avec qui l'on pouvait traiter, Bachar est un menteur compulsif*, confie à cette époque, au *Monde*, un observateur attentif de la scène politique syrienne. *Tous ceux qui ont voulu négocier avec lui ont été échaudés. Sa seule stratégie, c'est le pourrissement, c'est lui ou le chaos.* »
« *Assad ou l'on brûle le pays* », braillent les chabihis, ces gros bras alaouites, chargés de basses œuvres du régime, comme à Houla, un village au nord de Homs, où une centaine d'habitants sont égorgés, en mai 2012.

Durant l'été, les faubourgs d'Alep, Damas et Deir ez-Zor se soulèvent. Réunis sous le label de l'Armée syrienne libre, alimentés en kalachnikov et RPG par la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite, les insurgés progressent. Ils s'emparent de la moitié est d'Alep, mais sont refoulés dans la capitale. Assef Chawkat, le beau-frère de Bachar Al-Assad, meurt dans une explosion, attribuée à l'époque à l'opposition, mais qui a pris, depuis, l'allure d'un règlement de compte interne au régime. Fin 2012, la répression a déjà fait 40 000 morts. Avec son allure de M. Tout-le-Monde, amateur de pop anglaise, le président a déjà surpassé son père, qui avait fait tuer 10 000 à 20 000 personnes à Hama, en 1982, pour mater une insurrection islamiste.

Quel est le ressort de ce cynisme et de cette cruauté que Bachar Al-Assad, contrairement à son géniteur, n'assume pas ? On le dit animé par le complexe du dirigeant par défaut, qui se sent obligé d'en faire toujours plus, de peur de passer pour faible. Une autre thèse le présente comme un cas typique de dirigeant arabe de seconde génération, comme Saïf Al-Islam, l'aîné du dirigeant libyen

Mouammar Kadhafi, qui ont grandi en ville, parfois à l'étranger, et méprisent leur société, majoritairement conservatrice.



Le président syrien, Bachar Al-Assad (à droite), avec le président iranien Ebrahim Raïssi (à gauche), à Damas, le 3 mai 2023. OMAR SANADIKI / AP

Cinq millions de déplacés, 2 millions de réfugiés

Durant l'année 2013, les monarchies du Golfe et les puissances occidentales accentuent leur soutien à la rébellion, qui prend une coloration de plus en plus islamiste. Washington et ses alliés arabes caressent l'espoir de casser le maillon clé de « l'axe de la résistance », l'alliance pro-iranienne, qui court de Téhéran à Beyrouth. Mais Bachar Al-Assad est confiant. Le veto russe et chinois aux Nations unies le protège contre toute intervention extérieure. L'Iran lui envoie du pétrole gratis et le Hezbollah libanais des combattants. Au printemps 2013, ces miliciens aident les forces gouvernementales reconquérir un premier bastion rebelle, la ville de Qousseir, près de Homs.

Durant l'été, le président syrien parvient même à surmonter la crise déclenchée par l'attaque au gaz sarin de la Ghouta, la banlieue de Damas, qui cause des centaines de morts. Barack Obama, qui avait fait de l'usage d'arme chimique une ligne rouge, se préparait à frapper Damas, conjointement avec la France et le Royaume-Uni. Mais, à la dernière minute, le locataire de la Maison Blanche, de peur d'enliser son pays dans un deuxième borbier après l'Irak, a opté pour la négociation. Il conclut en septembre 2013, avec la Russie, un accord garantissant le démantèlement de l'arsenal chimique syrien.

Lire aussi |  [A Alep, sous le contrôle des islamistes, le temps de l'incertitude](#)



Assad le funambule s'en sort une nouvelle fois. Dans les interviews qu'il accorde à la presse étrangère,

il joue comme sur du velours avec les peurs que la crise syrienne inspire aux opinions publiques occidentales, de l'embrasement régional à la subversion djihadiste. Un danger qu'il a lui-même attisé en libérant de ses geôles plusieurs figures salafistes, aussitôt passées à la rébellion. Les combats font rage à Jobar, dans la périphérie est de Damas, mais dans le quartier huppé d'Al-Malki, où il vit avec Asma et leurs trois enfants, les boutiques de luxe continuent de vendre des fromages français et des iPad mini.

Pour l'anniversaire d'un de leurs enfants, le couple présidentiel organise un lâcher de ballons qui laisse tout le quartier pantois. Qu'importe le bilan des morts, passé à 110 000, les cinq millions de déplacés et les deux millions de réfugiés. Le chef de l'Etat se comporte comme si rien n'avait changé. Les lignes de factures de la Syrie ne l'intéressent pas. Il est persuadé qu'il lui suffit de faire le dos rond, de tenir. Et que ses contempteurs étrangers, comme à leur habitude, finiront par se lasser.

Une nouvelle alerte survient, en mars 2015, lorsqu'une coalition de brigades islamistes, dont Jabhat Al-Nosra, la branche locale d'Al-Qaida, s'empare de la ville d'Idlib, au Nord-Ouest. La route de la plaine côtière, l'autre centre du pouvoir syrien après Damas, s'ouvre aux insurgés. En mai, les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI), à la tête d'un califat autoproclamé, qui s'étend de Rakka à Mossoul, prennent la cité de Palmyre, joyau de l'antiquité gréco-romaine. Pour endiguer le recul de son allié, le président russe, Vladimir Poutine, intervient militairement. C'est un tournant dans la guerre civile syrienne.




Le président russe, Vladimir Poutine, et son homologue syrien, Bachar Al-Assad, lors d'une réunion, à Sotchi, le 20 novembre 2017. MIKHAIL KLIMENTYEV / AFP

Le retour du Kremlin sur la scène internationale

Les chasseurs bombardiers russes bloquent les offensives rebelles. L'armée régulière, qui a reçu parallèlement le renfort de milices chiites venues d'Iran, d'Irak et même d'Afghanistan, en plus du

Hezbollah libanais, regagne le terrain perdu. Fin 2016, les quartiers orientaux d'Alep, déchiquetés par les barils explosifs du régime et par les bombes de Poutine, repassent sous contrôle gouvernemental. Sans faire de bruit, la Turquie et l'Arabie saoudite se détournent du champ de bataille syrien.

Lire aussi |  [Comment l'ex-branche d'Al-Qaida, HTC, tente de lisser son image pour se positionner dans la conquête du pouvoir en Syrie](#)



Pour le maître de Damas, l'horizon se dégage mais cette embellie a un coût : elle a mis en lumière sa dépendance à l'égard de ses parrains étrangers. Généraux russes, commandants du Hezbollah et gardiens de la révolution iraniens sont désormais omniprésents dans le pays et cachent de moins en moins leur dédain du président. Le roi Bachar trône sans rival, mais ce roi n'est plus beaucoup vêtu. « *Bachar Al-Assad exerce un pouvoir qu'il ne détient pas en propre, analyse à cette époque l'historien Thomas Pierret, spécialiste de la Syrie. C'est un fondé de pouvoir beaucoup plus qu'un chef d'Etat.* »

La Syrie a été le ticket retour du Kremlin sur la scène internationale. Elle a fait de Poutine l'interlocuteur obligé des capitales européennes et américaine. Elle a imposé la Russie dans le processus d'Astana, le mécanisme de désescalade trilatéral, comprenant aussi la Turquie et l'Iran. Créé en 2017, après la chute d'Alep-est, il a pris la suite des négociations intersyriennes stériles, orchestrées par Lakhdar Brahimi et son successeur, Staffan de Mistura. Bachar Al-Assad le sait et en profite pour remettre son allié à sa place lorsqu'il devient trop pesant. « *Personne ne le respecte, mais tout le monde a besoin de lui*, décrypte alors un expert de la Syrie. *Si les Russes lui mettent un pistolet sur la tempe, il leur dira : "Allez-y, tirez !"* »

En 2018, le scénario d'Alep se répète dans la Ghouta et à Deraa. Tapis de bombes russes, offensive des troupes loyalistes, expulsion des rebelles. La « Syrie utile » – l'épine dorsale du pays le long de l'axe Damas-Alep – est repassée sous la coupe des pro-Assad. A la fin de l'année, signe que la guerre semble toucher à sa fin, les Emirats arabes unis ont rouvert leur ambassade à Damas.

Lire aussi |  [Pourquoi la prise d'Alep par les rebelles islamistes est un embarrassant revers pour la Russie](#)



Le régime se sent victorieux mais la reconquête est incomplète. La poche d'Idlib demeure sous le contrôle des anciens d'Al-Qaida, qui ont rebaptisé leur organisation Hayat Tahrir Al-Cham, ont rompu avec la nébuleuse djihadiste et instaurent, progressivement, un système de gouvernance d'une efficacité inédite pour une zone rebelle. Les steppes du Nord-Est sont contrôlées par les Forces démocratiques syriennes, une milice à dominante kurde, protégée par quelques centaines de soldats américains, qui a repris Rakka à Daech, le surnom de l'EI. Dans la Badiya, le vaste désert qui s'étend des faubourgs de Homs à la vallée de l'Euphrate, des cellules djihadistes sévissent encore.

Surtout, l'écrasement de l'insurrection a entraîné la destruction du pays. On recense entre 300 000 et 500 000 morts, 1,5 million d'invalides, 5,6 millions de réfugiés et 6,2 millions de déplacés. Un tiers du parc immobilier a été détruit ou endommagé. Selon un rapport publié en mai 2020 par le Syrian Center for Policy Research, le pays a perdu les deux tiers de son produit intérieur brut, passé de 60 milliards de dollars en 2010 à 21 milliards en 2019. Hormis la réfection des principaux axes routiers et la restauration d'une partie des souks d'Alep, financée par la Fondation Aga-Khan, la reconstruction n'a pas avancé d'un pouce.



Vue aérienne d'un camp créé pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) près de la ville de Maarrat Misrin, dans la province syrienne d'Idlib, le 22 février 2020.

AREF TAMMAWI / AFP

Fin de règne

En 2019, la faillite du secteur bancaire libanais, où de nombreux Syriens avaient l'habitude de placer leurs avoirs, se propage au système financier syrien. La dégringolade de la livre s'accélère et le prix des produits de base s'envole, obligeant le gouvernement à réduire ses subventions sur le pain, le fuel et le gaz. Les files d'attente devant les boulangeries et les stations-service s'étirent sur des centaines de mètres, parfois des kilomètres, suscitant une grogne de plus en plus marquée. Y compris dans la communauté alaouite, traditionnel socle du régime.

A ces crises en cascade, le président syrien n'apporte aucune réponse. Il n'a pas de projet pour l'après-guerre, pas de plan pour rassembler son peuple, pas de remède aux fractures du pays. Son seul discours consiste à dénoncer la guerre économique que l'Occident aurait déclenchée contre lui après avoir perdu la bataille sur le terrain militaire. Cette allusion aux sanctions internationales passe sous silence ses erreurs de gouvernance. Comme le fait que les mines de phosphate, l'un des principales sources de revenus du gouvernement avant 2011, ont été cédées à une compagnie russe, un cadeau fait à Poutine.

Lire aussi |  [En Syrie, fulgurante offensive rebelle sur Alep, dans un Proche-Orient en pleine recomposition](#)



La rhétorique anti-sanctions dissimule aussi le poids de la corruption. En manque de liquidités, le président syrien a poussé la logique de la prédation, qui a toujours été constitutive de son pouvoir, à un niveau jamais vu. C'est ainsi que son cousin Rami Makhlouf, connu avant la guerre comme l'homme le plus riche de Syrie, a été dépossédé du joyau de son empire, la compagnie de téléphonie mobile SyriaTel, passée sous le contrôle du palais présidentiel.

Le camp loyaliste s'est ossifié, rétracté sur le clan Assad et ses protégés. Le Baas n'est plus qu'une

coquille vide. L'alliance avec la bourgeoisie d'affaires a volé en éclats. Ses membres qui n'ont pas fait leurs valises pendant la guerre ont été supplantés par une nouvelle génération d'oligarques, enrichis par la contrebande, le racket et les filières de contournement des sanctions. L'homme qui voulait se faire aimer lorsqu'il est arrivé au pouvoir ne règne plus que par la peur, comme son père.

Et pourtant, le paria de Damas est toujours convaincu que le temps joue pour lui. Après avoir été réintégré dans la ligue arabe, en 2023, il constate qu'au sein de l'Union européenne, le cordon diplomatique anti-Assad s'effiloche doucement. Il se dit que le jour où les Etats-Unis retireront leurs forces du Nord-Est, il remettra la main sur les puits de pétrole. Qui sait ce que l'imprévisible Trump entend faire ? Mais « Bachar » se leurre. Cette fois, il est trop tard. Le processus de désagrégation du régime est arrivé à son terme. L'offensive des islamistes de Hayat Tahrir Al-Cham donne le coup de grâce la dynastie Assad, cinquante-trois années de terreur, qui ont marqué la Syrie au fer rouge.

Benjamin Barthe

Services *Le Monde*

Découvrir



Cours en ligne, cours du
soir, ateliers : développez
vos compétences

Testez votre culture
générale avec la rédaction
du Monde